

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité - Travail**



**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE  
DE L'ÉTAT**

---

**REVUE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA  
STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A  
MOYEN TERME (SDMT)  
2025-2027**

---



## SOMMAIRE

<b>RAPPEL DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT RETENUE.....</b>	<b>4</b>
<b>I. SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE (FIN OCTOBRE 2025).....</b>	<b>5</b>
<b>II. ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT (PAF).....</b>	<b>7</b>
<b>III. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA SDMT.....</b>	<b>9</b>
<b>IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>9</b>

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1: Indicateurs de coût et risque du Portefeuille de la Dette (Fin octobre 2025) .....</b>	<b>5</b>
<b>Tableau 2: Composition du portefeuille en devises.....</b>	<b>6</b>
<b>Tableau 3 : Exécution du Plan Annuel de Financement (PAF) à fin octobre 2025.....</b>	<b>7</b>
<b>Tableau 4 : Evaluation de la performance.....</b>	<b>9</b>
<b>Tableau 5 : Recommandations et mesures spécifiques.....</b>	<b>10</b>
<b>Tableau 6 : Equilibre budgétaire .....</b>	<b>12</b>
<b>Tableau 7 : Besoin de financement 2026.....</b>	<b>12</b>
<b>Tableau 8 : Ventilation des besoins de financement 2026 par créancier et instruments.....</b>	<b>12</b>

## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1 : Composition du portefeuille initial en devises.....</b>	<b>6</b>
<b>Graphique 2: Composition du portefeuille actuel en devises.....</b>	<b>6</b>
<b>Graphique 3 : Profil de remboursement à fin 2024.....</b>	<b>7</b>
<b>Graphique 4 : Profil de remboursement projeté à fin 2025.....</b>	<b>7</b>



## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>ATM</b>	Durée Moyenne de Maturité
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
<b>BTA</b>	Bons du Trésor Assimilables (titres à court terme)
<b>CEMAC</b>	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CNY</b>	Chinèse Yuan (Monnaie Chinoise)
<b>DDPE</b>	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État
<b>DTS</b>	Droits de Tirage Spéciaux
<b>EUR</b>	Euro
<b>FAD</b>	Fonds Africain de Développement (Groupe de la BAD)
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>IDA</b>	Association Internationale de Développement (Groupe de la Banque Mondiale)
<b>OTA</b>	Obligations du Trésor Assimilables (titres à moyen/long terme)
<b>PAF</b>	Plan Annuel de Financement
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>LOF</b>	Loi de Finances
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>SAR</b>	Saudi Riyal (Monnaie Saoudienne)
<b>SDMT</b>	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
<b>SVT</b>	Spécialistes en Valeurs du Trésor
<b>USD</b>	Dollar américain
<b>XAF</b>	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale (FCFA)



## RAPPEL DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT RETENUE

Dans le but de se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière de gestion de la dette publique, la République Centrafricaine (RCA) a élaborée une Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) pour la période 2025-2027. L'objectif principal de cette stratégie est de permettre à l'Etat de couvrir ses besoins de financement à moindre coût et avec un niveau de risque maîtrisé, tout en assurant la viabilité de la dette et favoriser le développement du marché domestique des Titres Publics.

La situation du portefeuille à fin 2024 s'est caractérisée par un risque de refinancement de la dette intérieure sur le court et moyen terme ainsi qu'un coût élevé de la dette domestique. La stratégie retenue pour 2025-2027 combinait :

1. l'allongement de la maturité de la dette intérieure, afin de réduire le risque de refinancement à travers l'augmentation de la durée de vie moyenne du portefeuille ;
2. le recours progressif aux financements extérieurs concessionnels. Le financement extérieur devrait croître de **5%** en 2025, **10%** en 2026 et **15%** en 2027, tandis que le financement intérieur baisserait dans des proportions similaires. Ce recours visait à réduire le coût moyen du portefeuille de la dette publique.

La revue de la stratégie 2025-2027 permet de :

- évaluer sa mise en œuvre en 2025 ;
- mettre en lumière les écarts entre les prévisions et les réalisations ; et
- formuler des recommandations visant à améliorer l'efficacité de la stratégie.

Le rapport s'articule autour de quatre (4) axes principaux :

1. situation du portefeuille de la dette et analyse des indicateurs de coût et risque ;
2. analyse de l'exécution du Plan Annuel de Financement (PAF) ;
3. évaluation de la performance par rapport aux objectifs de la SDMT ;
4. conclusion et recommandations.



## I. SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE (FIN OCTOBRE 2025)

L'analyse porte sur l'évolution des indicateurs de coût et de risque du portefeuille par rapport aux objectifs de la SDMT.

**Tableau 1: Indicateurs de coût et risque du Portefeuille de la Dette (Fin octobre 2025)**

En milliard de FCFA

Indicateurs de Coût et Risque	Fin 2024 (Base SDMT)	Objectifs 2025 (SDMT)	Réalisation à Fin octobre 2025	(Écart par rapport à la cible 2025)
Stock de la dette	997,3	1 051,4	1 099,9	+4,6 %
Dette/PIB (%)	58,6	57,0	59,6	+2,6
Coût moyen (%)	2,7	3,5	1,7	- 1,8
Maturité moyenne (ATM, ans)	6,6	6,6	5,8	-0,8
Dette <1 an (% du total)	10,0	11,5	12,4	+0,9
Dette en devises (% total)	24,2	32,5	21,9	-10,6
Dette extérieure (% total)	35,0	32,5	32,2	-0,3
Dette intérieure (% total)	65,0	67,5	67,8	+0,3
PIB (en Mds XAF)	1 701,9	1 844,6	1 845,8	

**Source:** Maquette SDMT 2024 / DDPE

### I.1. ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS COÛT-RISQUE

L'analyse des principaux résultats coût-risque du tableau ci haut se présente comme suit :

#### A. COÛT DE LA DETTE ET VIABILITÉ :

- le stock de la dette a dépassé la cible (+4,6%) en raison d'un besoin de financement de l'État plus élevé que prévu, notamment pour combler le déficit budgétaire en 2025 ;
- le taux d'endettement (Dette/PIB) a connu une hausse, atteignant 59,6 % à fin octobre 2025 contre une cible de 57,0 %. Ce dépassement reste encore en deçà du seuil de la norme communautaire de 70% ;
- le coût moyen a connu une baisse, s'établissant à 1,7 % à fin octobre 2025 contre 2,7 % en 2024 pour et une cible de 3,5 %. Cette baisse s'explique principalement par le décaissement d'un prêt extérieur concessionnel de la France (AFD), et des décaissements du FMI dont leurs taux d'intérêt sont très faibles, qui ont compensé le coût plus élevé de la mobilisation des financements sur le marché domestique.

#### B. RISQUE DE REFINANCEMENT ET DE TAUX D'INTÉRÊT :

- La maturité moyenne résiduelle de la dette a légèrement diminué, passant de 6,6 ans en 2024 à 5,8 ans à fin octobre 2025. Malgré cette légère baisse de la maturité moyenne, l'indicateur de risque à court terme s'est dégradé. La part de la dette venant à échéance dans un an (Dette <1 an) est passée de 10,0% en 2024 à 12,4% à fin octobre 2025. Cette dégradation est la conséquence directe de la forte concentration des émissions de Titres Publics sur des maturités courtes (2-3 ans). Les émissions d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) de 3 ans, qui représentaient 21% du financement intérieur en 2024, ont plus que doublé pour atteindre 50% des réalisations à fin octobre 2025 (pour une cible de 14%). Ce recours aux maturités courtes



est attribuable aux conditions difficile du marché, qui pénalisent l'accès aux financements à long terme, faisant apparaître des pics de remboursement sur la période 2026-2029.

- le risque de taux d'intérêt du portefeuille est quasi intégralement à taux fixe (stable). Toutefois, on note une augmentation du risque de taux d'intérêt. La dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total) est passée de 10,0% en 2024 à 12,4% à fin octobre 2025 pour une cible de 11,5%.

### C. RISQUE DE TAUX DE CHANGE :

- la part de la dette libellée en devises a diminué à 21,9 % à fin octobre 2025 contre 24,2 % en 2024 pour une cible de 32,5 %. Cette diminution s'explique par le recours au marché domestique (libellé en XAF), la rareté des financements extérieurs concessionnels due aux tensions géopolitiques et la non appropriation des procédures de décaissement. Le risque de change reste modéré, dominé par l'USD.

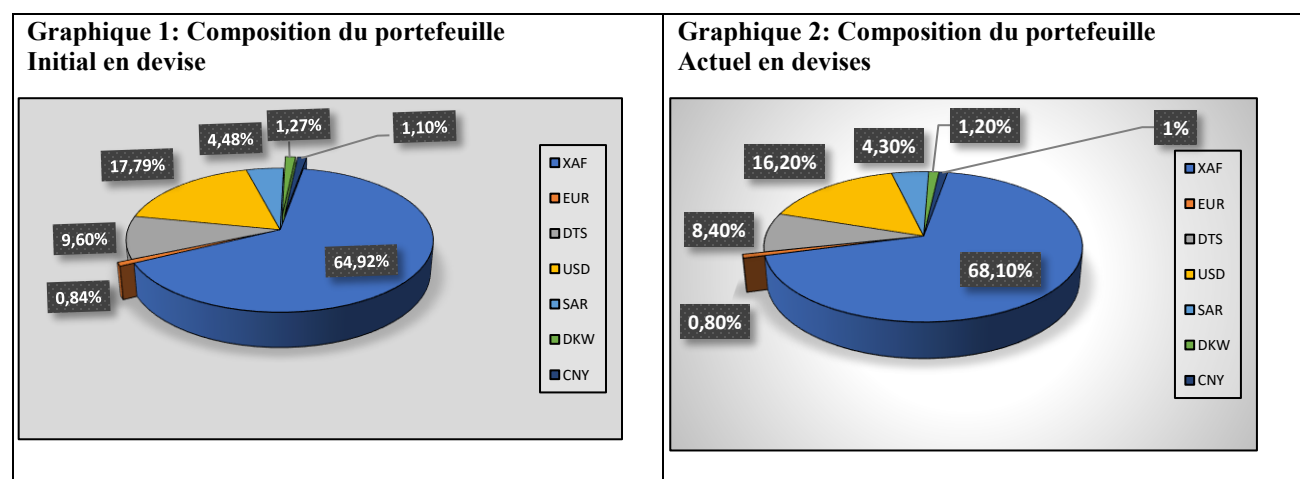
## I.2. EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille actuel est largement dominé par le XAF, suivi du dollar US et du DTS.

**Tableau 2: Composition du portefeuille en devises**

Devises	Portefeuille initial de la stratégie	Portefeuille actuel à fin Octobre 2025
<b>XAF</b>	<b>64,92%</b>	<b>68,10%</b>
<b>USD</b>	<b>17,79%</b>	<b>16,20%</b>
<b>DTS</b>	<b>9,60%</b>	<b>8,40%</b>
SAR	4,48%	4,30%
DKW	1,27%	1,20%
CNY	1,10%	1,00%
EUR	0,84%	0,80%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Source : DDPE**



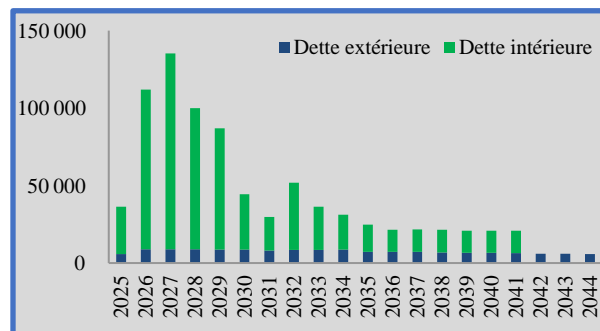
**Source : DDPE**



### I.3. PROFIL DE REMBOURSEMENT

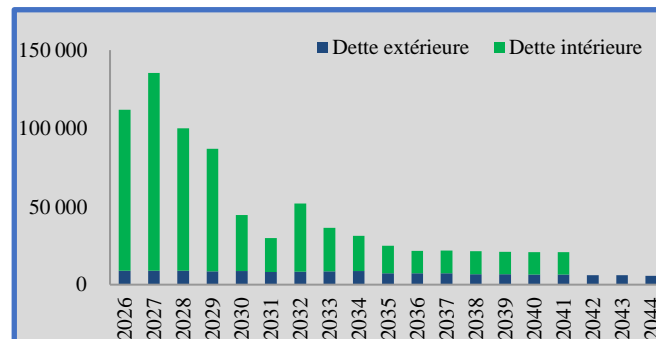
Le profil de remboursement ci-dessous indique des pics sur les quatre années à venir traduisant ainsi un risque de refinancement sur le court et moyen terme. Ceci est dû à la forte mobilisation des ressources de maturité courte sur le marché domestique.

Graphique3 : Profil de remboursement à fin 2024



Source : DDPE

Graphique4 : profil de remboursement projeté à fin 2025



## II. ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT (PAF)

L'exécution du PAF à fin octobre 2025 a révélé un réajustement par rapport à la structure de financement prévue, conduisant à un recours accru au marché intérieur et une concentration sur le court terme.

Le financement intérieur a dépassé les prévisions de 2025 de **20,5** milliards de XAF en raison du déficit budgétaire en hausse. En revanche, le financement extérieur a été principalement assuré par des prêts bilatéraux non prévus, au détriments des financements multilatéraux concessionnels initialement ciblés.

Tableau 3 : Exécution du Plan Annuel de Financement (PAF) à fin octobre 2025

En milliard de FCFA

Poste	Prévisions (Mds XAF)	Réalisations (Mds XAF)	Taux de Réalisation (%)	Part réalisations (% du total)
<b>Financement extérieur</b>	<b>7,5</b>	<b>12,6</b>	<b>168,4%</b>	<b>7,6%</b>
Multilatéral (Dont DTS, USD)	3,2	0,02	0,6%	0,01%
Bilatéral (Dont AFD - EUR)	4,3	12,6	290,0%	7,6%
<b>Financement intérieur</b>	<b>133,3</b>	<b>153,8</b>	<b>115,4%</b>	<b>92,4%</b>
FMI (XAF)	37,8	37,7	99,8%	22,7%
Titres Publics	95,5	116,1	121,6%	69,7%
<i>BTA</i>	9,6	1,1	11,4%	0,7%
<i>OTA (2-3 ans)</i>	19,1	77,5	405,8%	46,6%
<i>OTA (4-5 ans)</i>	38,2	22,5	58,9%	13,5%
<i>OTA (6 ans)</i>	14,3	0,00	0,0%	0,0%
<i>OTA (7 ans)</i>	14,3	15,0	104,8%	9,0%
<b>Total Global</b>	<b>140,8</b>	<b>166,5</b>	<b>118,2%</b>	<b>100%</b>

Source : DDPE



## **II.1. EXECUTION DU PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT**

La mise en œuvre du PAF à fin octobre 2025 est marquée par une évolution du portefeuille qui accroît son niveau de risque.

### **II.1. ANALYSE DES DECAISSEMENTS**

La mobilisation totale des ressources sur le marché des titres publics s'est élevée à 166,5 Milliards de FCFA à fin octobre 2025, soit un taux de réalisation de 118,2% par rapport aux prévisions arrêtées à 140,8 Mds FCFA à fin décembre 2024. Ce dépassement s'explique essentiellement par l'augmentation des besoins de financement de l'Etat, dans un contexte de tension budgétaire accrue.

Toutefois, la structure de financement s'est écartée des orientations initiales de la stratégie, lesquelles visaient une réduction progressive de la dépendance au marché domestique. Le financement intérieur a enregistré un taux de réalisation de 115,4% pour un montant mobilisé de 153,8 Milliards de FCFA, représentant une part prépondérante de 92,4% de la mobilisation totale des ressources.

### **II.2. LA DETTE EXTÉRIEURE**

La dette extérieure affiche un taux de réalisation de 168,4% avec 12,6 Mds FCFA mobilisés, contre une prévision initiale de 7,5 Mds FCFA. Cette performance résulte quasi exclusivement du décaissement de la première tranche d'un prêt bilatéral concessionnel de la France (AFD) d'un montant de 9,8 Milliards FCFA, opération non prévue dans la Loi de Finances Initiale (LFI).

A l'inverse, la mobilisation attendue de 7,5 Milliards FCFA au titre de financement multilatéral concessionnel (FAD, FIDA, IDA), a enregistré un très faible taux de réalisation de 0,6% soit 2,83 Milliards FCFA mobilisés. Cette sous-performance met en évidence des faiblesses structurelles dans la chaîne d'exécution des projets, notamment en matière de planification, de passation des marchés et de gestion fiduciaire, ainsi qu'un niveau insuffisant de maîtrise des procédures de décaissement des partenaires, traduisant une capacité d'absorption structurellement faible.

Cette situation accentue la dépendance aux financements bilatéraux et contribue à un désalignement progressif par rapport aux orientations de la stratégie de gestion de la dette, qui privilégiait un recours accru aux ressources multilatérales concessionnelles afin de contenir les risques de coût et de refinancement.

### **II.3. LA DETTE INTÉRIEURE**

La gestion de la dette intérieure a été marquée par un recours aux instruments à court terme, augmentant le risque de refinancement. Dans ce contexte, les émissions d'Obligations Assimilables du Trésor (OTA) de maturités courtes de (2 à 3 ans) ont atteint 77,5 Milliards FCFA à fin octobre 2025, contre une prévision initiale de 19,1 Milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 405,8%.

En revanche, les maturités de longue échéance, en particulier les OTA de maturité de (6 et 7) ans, ont connu un taux moyen de réalisation (52%) sur la période considérée.

Ce déséquilibre dans la structure des émissions résulte de conditions de marché caractérisées par une faible appétence des investisseurs pour les maturités longues, l'étroitesse du marché secondaire et une base d'investisseurs très peu élargie, concentrée sur le secteur bancaire. Cette configuration limite ainsi les possibilités d'allongement de la maturité moyenne du portefeuille.





### III. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA SDMT

**Tableau 4 : évaluation de la performance**

Objectif de la SDMT	Performance 2025	Atteinte de l'Objectif	Justification
1. Réduire Coût et Risque	Coût moyen : 1,7 %	<b>Oui</b>	Baisse due au prêt concessionnel bilatéral de la France et le prêt du FMI.
	Risque de Refinancement :	<b>Non</b>	Difficulté de l'allongement de la maturité et forte concentration des émissions de 2-3 ans.
2. Préserver la Viabilité	Dette/PIB : 59,6% (vs 57,0 % cible)	<b>Non</b>	Ratio en augmentation, nécessitant une discipline budgétaire renforcée.
3. Développer le marché des Titres Publics	Titres domestiques : 116,1 Mds FCFA (vs 95,49 Mds FCFA prévus)	<b>Oui</b>	Couverture des montants mis en adjudication
4. Accroître le financement Concessionnel	Part des financements extérieurs concessionnels en hausse en valeur absolue (prêt AFD)	<b>Oui</b>	Accroissement du financement extérieur mais la mobilisation des financements multilatéraux concessionnels reste faible.

**Source : DDPE**

### IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

#### IV.1. CONCLUSION

La mise en œuvre de la SDMT en 2025 a été mitigée. Bien que le coût moyen de la dette ait baissé grâce à la dette bilatérale (prêt AFD) et les décaissements du FMI, les objectifs structurels de la stratégie n'ont pas été atteints. Cela s'explique par :

- ✓ le risque de refinancement accru en raison des difficultés de l'allongement des maturités et la sur-réalisation des titres de 2-3 ans reportent un risque de refinancement majeur sur la période 2027-2029 ;
- ✓ le ratio Dette/PIB (59,6 %) a connu une hausse de 2,6 points par rapport à la cible ;
- ✓ la faible mobilisation des financements multilatéraux dont le taux de réalisation quasi nul a obligé l'État à s'orienter davantage vers le marché intérieur, augmentant ainsi la vulnérabilité du portefeuille au risque de refinancement ;
- ✓ le marché domestique a prouvé sa capacité de mobilisation, mais a confirmé son caractère étroit et peu profond, avec une faible appétence pour les échéances longues.

#### IV.2. RECOMMANDATIONS

Afin d'aligner l'exécution de la SDMT sur les objectifs de coût-risque, les recommandations suivantes sont formulées.



**Tableau 5 : recommandations et mesures spécifiques**

Domaine	Recommandations	Mesures Spécifiques
Financement extérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identifier les nouvelles sources de financement voir des financements innovants</li> <li>▪ Intensifier la mobilisation des financements concessionnels multilatéraux</li> <li>▪ Explorer d'autres sources de financement bilatérales concessionnelles.</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mettre en place un mécanisme de suivi trimestriel de l'absorption des prêts projets afin d'améliorer les taux de décaissement (IDA, FAD, FIDA).</li> <li>2. Maintenir un dialogue constant avec les PTF pour sécuriser de nouvelles ressources concessionnelles (BADEA, Fonds saoudien et autres).</li> <li>3. Explorer les financements innovants (finances verte, ESG, Eurobond)</li> </ol>
Gestion du risque de refinancement	Poursuivre le reprofilage de la dette pour atténuer les pics de remboursement 2027-2029.	<ol style="list-style-type: none"> <li>4. Réduire les émissions d'OTA de 2-3 ans.</li> <li>5. Utiliser les opportunités de marché pour des rachats de dette (Buybacks) sur les maturités courtes existantes.</li> </ol>
Marché domestique	Approfondir et diversifier les sources de financement pour soutenir les émissions longues.	<ol style="list-style-type: none"> <li>6. Renforcer la communication et la transparence avec les SVT, notamment en publiant un calendrier annuel détaillé des émissions.</li> <li>7. Mener des actions ciblées de sensibilisation auprès d'investisseurs institutionnels non-bancaires (assurances, fonds de pension) pour diversifier la base d'investisseurs et stimuler la demande pour les maturités longues</li> <li>8. explorer des pistes innovantes auprès d'autres investisseurs et de la diaspora</li> </ol>
Cadre budgétaire	Renforcer la discipline budgétaire pour stabiliser le ratio Dette/PIB.	8. poursuivre la consolidation et la crédibilité budgétaire afin de maintenir un solde primaire positif.
Transparence et reporting	Améliorer la qualité et la fréquence des rapports sur le portefeuille.	<ol style="list-style-type: none"> <li>9. Publier régulièrement des rapports détaillés sur le portefeuille de la dette pour améliorer la transparence et le dialogue avec le marché.</li> <li>10. Poursuivre l'exercice de la notation financière en monnaie locale et explorer la possibilité de se faire noter en devises.</li> </ol>

**Source : DDPE**

La stratégie de la dette à moyen terme reste globalement pertinente. Pour 2026-2027, son exécution doit se concentrer sur le respect de la structure de financement prévue et l'allongement des maturités pour réduire le risque élevé de refinancement.

Le Plan Annuel de Financement (PAF) pour 2026 intègre les leçons tirées à fin octobre 2025.



### IV.3. PLAN DE FINANCEMENT 2026

La détermination des besoins de financement pour l'année 2026 est basée sur le solde budgétaire primaire, les charges financières de la dette, et l'amortissement du principal.

**Tableau 6 : Equilibre budgétaire**

en milliards

Libellés	Prévisions loi de finances 2026	
	Ressources	Dépenses
<b>Totale ressource</b>	<b>368 433 000</b>	
<b>Recettes propres</b>	<b>206 800 000</b>	
<i>Impôts</i>	<i>79 000 000</i>	
<i>Douanes</i>	<i>75 800 000</i>	
<i>Trésor</i>	<i>52 000 000</i>	
<b>Ressources extérieures</b>	<b>161 633 000</b>	
Appui budgétaire	29 233 000	
<i>Appuis budgétaires</i>	<i>29 233 000</i>	
<b>Dons</b>	<b>132 400 000</b>	
<i>dons Projet</i>	<i>125 400 000</i>	
<i>Emprunts</i>	<i>7 000 000</i>	
<b>Total dépense courante</b>		<b>369 438 095</b>
<b>Dépenses primaires</b>		<b>237 038 095</b>
<i>Dépenses personnel</i>		<i>114 152 330</i>
<i>Dépenses biens et services</i>		<i>48 976 674</i>
<i>Dépenses de transferts</i>		<i>64 113 726</i>
<b>Dépenses d'investissement</b>		<b>142 195 365</b>
<i>Budget Etat</i>		<i>9 795 365</i>
<i>Financement extérieur</i>		<i>132 400 000</i>
<b>Solde budgétaire primaire</b>		<b>-30 238 095</b>
<b>Charge financière de la dette (hors FMI FEC)</b>		<b>26 916 526</b>
<b>Amortissement de la dette (Hors FMI FEC)</b>		<b>38 178 379</b>
<i>Remboursement Extérieure</i>		<i>9 563 130</i>
<i>Remboursement intérieure (hors FMI)</i>		<i>51 216 000</i>
<i>Rachats des titres publics de 2026 effectué en 2025</i>		<i>-22 600 751</i>
<b>Solde budgétaire global</b>		<b>-66 100 000</b>
Ressources emprunts intérieurs (Titres Publics)	<b>66 100 000</b>	
<b>Equilibre budgétaire</b>	<b>434 533 000</b>	<b>434 533 000</b>



Tableau 7 : Besoin de Financement 2026

en milliards

	LFI 2026
<b>A) Besoins de financement</b>	<b>72 733</b>
Déficit primaire domestique	30 238
Paieement d'intérêts	26 916
Amortissement de dette	38 179
Dette intérieure	51 216
Extérieure	9 563
Rachats des titres publics de 2026 effectué en 2025	(-22 600)
<b>B) Sources de financement</b>	<b>95 333</b>
Marché régional	66 100
Appui budgétaire	29 233

Sources : DDPE

Tableau 8 : ventilation des besoins de financement 2026 par créanciers et instruments

Rubrique	Millions de XAF	En % du financement brut
<b>Financement extérieur</b>	<b>29 233</b>	<b>31</b>
Appuis budgétaires	29 233	
<b>Financement intérieur</b>	<b>66 100</b>	<b>69</b>
Titres Publics	66 100	
BTA	-	
OTA (2-3 ans)	30 000	31
OTA (4-5 ans)	27 000	28
OTA (6-7 ans)	9 100	10
<b>Total du Financement Brut</b>	<b>95 333</b>	<b>100</b>

Source : DDPE / LOF 2026 - SDMT 2025-2027

Ce plan permet un rééquilibrage selon les axes suivants :

- En raison des risques de refinancement et des pressions sur la liquidité, aucune émission de Bons du Trésor Assimilables (BTA) n'est programmée.
- Bien que très prisées par les SVT et les investisseurs, les émissions d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) de 2-3 ans sont ramenées à 31 % en baisse par rapport aux réalisations de 2025.
- Les OTA de 4 à 5 ans représentent désormais 28 % du financement global.
- Les titres de longue maturité représentent 10 % des émissions, répondant à l'objectif de l'allongement de la maturité moyenne.
- Les opérations de rachat seront poursuivies afin de réduire les pics d'échéance et d'éviter les risques de défaut sur le marché.
- Les appuis budgétaires (hors FMI) constituent 31 % de financement extérieur.



## Table des matières

<b>RAPPEL DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT RETENUE.....</b>	<b>4</b>
<b>I. SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE (FIN OCTOBRE 2025).....</b>	<b>5</b>
<b>I.1. ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS COÛT-RISQUE.....</b>	<b>5</b>
<b>I.2. EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU PORTEFEUILLE.....</b>	<b>6</b>
<b>I.3. PROFIL DE REMBOURSEMENT.....</b>	<b>7</b>
<b>II. ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT (PAF).....</b>	<b>7</b>
<b>II.1. ANALYSE DES DÉCAISSEMENTS.....</b>	<b>7</b>
<b>II.2. LA DETTE EXTÉRIEURE.....</b>	<b>8</b>
<b>II.3. LA DETTE INTÉRIEURE.....</b>	<b>8</b>
<b>III. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA SDMT.....</b>	<b>9</b>
<b>IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>IV.1. CONCLUSION.....</b>	<b>9</b>
<b>IV.2. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>IV.3 PLAN DE FINANCEMENT 2026.....</b>	<b>11</b>

